

**TITRE:** LE CAS DE ROUVILLE : POUVOIR, STATUT SOCIAL ET PERSISTANCE DE LA FIGURE DU SEIGNEUR

**AUTEUR:** ALEXIS TÉTREULT, CANDIDAT À LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE, UQÀM

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 54 - 81

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16419](http://hdl.handle.net/11143/16419)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16419](https://doi.org/10.17118/11143/16419)

# LE CAS DE ROUVILLE: POUVOIR, STATUT SOCIAL ET PERSISTANCE DE LA FIGURE DU SEIGNEUR

Alexis Tétreault, candidat à la maîtrise en sociologie, UQÀM

Le parcours historique des Québécois ne saurait être désincarné de l'occupation et de l'exploitation du sol laurentien. L'enracinement des colons dans des terres et régions, souvent hostiles, est inscrit au cœur de la genèse du Québec. De la colonisation de la vallée du Saint-Laurent jusqu'à l'idée de Reconquête du Nord du Québec, on a allègrement usé de romantisme afin de qualifier de rural l'*ethos* des habitants canadiens-français. Sur ce continent que l'on disait « neuf », les autorités françaises ont tout de même importé un système européen vieux de plusieurs centaines d'années. Institution administrative, mais surtout sociale, le régime seigneurial s'est greffé au Nouveau Monde sous l'impulsion de l'ancien. Découpé en seigneuries, le territoire laurentien fut divisé et distribué à des seigneurs d'origine noble, mais parfois aussi modeste. Parmi les familles dont le nom résonne dans l'histoire et dans la toponymie québécoise, les Hertel occupent une place non négligeable. Ces grands militaires deviennent seigneurs de quelques fiefs richellois. C'est le cas de Jean-Baptiste-Hertel qui devient sieur de Rouville et se voit concéder une seigneurie à laquelle il donne son nom. De 1694 à 1844, le fief de Rouville est la propriété de cette dynastie. En 1844, la seigneurie sera achetée par un militaire et bourgeois britannique. Dès lors, on remarque que la seigneurie de Rouville est occupée, à travers son histoire, par des hommes dont le prestige transcende le cadre seigneurial. C'est donc à travers le prisme de la première élite que nous proposons d'étudier l'évolution du fief, sa transition vers la tenure franche et, surtout, la mémoire seigneuriale persistante.

On se demandera donc : au regard de sa présence dans la seigneurie, de son origine ethnique, de ses fonctions politiques, comment, dans la seigneurie de Rouville, se manifestent le pouvoir et la position sociale de la première élite qu'est le seigneur et comment persiste la mémoire de cette élite après l'abolition ? Nous faisons l'hypothèse que les Hertel de Rouville, sans habiter la seigneurie de Rouville, tardent à la mettre en valeur et donc à investir leurs pouvoirs et responsabilités de seigneur, alors que Thomas E. Campbell – seigneur britannique qui habite son fief à partir de 1844 – sera à l'origine d'un véritable effort de mise en valeur et de rentabilité de sa seigneurie. Nous croyons, de surcroît, que l'habitation des lieux par les Campbell, ainsi que la possession du fief avant et après l'abolition du régime seigneurial, font de ceux-ci l'élément prépondérant de la mémoire seigneuriale rouvilloise, mais que les Hertel de Rouville y occupent toujours une place par le biais de la toponymie.

# La seigneurie de Rouville : de la concession à l'abolition

## Géographie du fief

Avant de dresser l'historique de la seigneurie à l'étude, il importe de brosser rapidement un portrait géographique de Rouville. La seigneurie de Rouville se situe sur la rive est de la rivière Richelieu – où se trouvent actuellement les villes de Mont-Saint-Hilaire, Saint-Jean-Baptiste et Otterburn Park. À une trentaine de kilomètres à l'est de Montréal, le fief à l'étude est d'une largeur de deux lieues de front par une lieue et demie de profondeur<sup>1</sup>. Six cents acres des terres seigneuriales sont occupées par un mont, en l'occurrence le mont Rouville (aujourd'hui appelé mont Saint-Hilaire), qui trône au « milieu de la seigneurie, entre la seconde et la troisième rangée<sup>2</sup> ». D'une hauteur de 403 mètres, le mont Saint-Hilaire fait partie de la chaîne des Montérégiennes<sup>3</sup>. Adossé à la rivière Richelieu, le fief est également traversé par la rivière des Hurons et parsemé de nombreux plans d'eau – dont le lac Hertel – qui confère, aux terres de la région, leur caractère fertile<sup>4</sup>.

Le territoire seigneurial se divise en deux paroisses catholiques. Faisant partie du diocèse de Saint-Hyacinthe (érigé en 1852), la paroisse de Saint-Hilaire est érigée en 1827, alors que la paroisse de Saint-Jean-Baptiste doit attendre l'année 1846 avant son érection canonique<sup>5</sup>. Sur l'autre rive du Richelieu, faisant ainsi face à Rouville, se trouve la seigneurie de Beloeil. Bordé au nord par la seigneurie de Saint-Charles et au sud par la seigneurie de Chambly, le fief de Rouville partage cependant sa frontière orientale avec la vaste seigneurie de Saint-Hyacinthe. Nous verrons comment cet ensemble seigneurial peut aussi être associé à la famille des Hertel.

## Ouverture des seigneuries du Richelieu : État tampon de Montréal?

La seigneurie de Rouville, comme de nombreux fiefs de la rive sud de Montréal, s'ouvre pour des raisons essentiellement militaires. Au crépuscule du XVII<sup>e</sup> siècle, la menace est britannique, mais surtout iroquoise. Reliant le lac Champlain au fleuve Saint-Laurent, la rivière Richelieu devient un enjeu commercial et militaire majeur dans la guerre que se livrent

---

1. Répertoire des seigneuries du Québec, outil de recherche inédit, issu des travaux des professeurs Benoît Grenier et Alain Laberge, seigneurie « Rouville ».

2. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada : avec des remarques sur le Haut Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, Publiée par W. Faden, 1815, p. 213.

3. Mario Filion et al., *Histoire du Richelieu-Yamaska-Rive Sud*, Sainte-Foy, IQRC, 2001, p.30

4. Armand Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire : Les seigneurs de Rouville*, Montréal, Éditions du jour, 1980, p. 16-17 ; Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada*, p. 212.

5. *Ibid.*, p. 229.

Iroquois, Anglais et Français. Du point de vue économique, la rivière Richelieu est une des artères du commerce de fourrure entre Anglais et Iroquois<sup>6</sup>. Exclue du commerce avec les Français, les Iroquois « agressent », vers 1650, le gouvernement de Montréal par une série de raids<sup>7</sup>. Harcelée par une population hostile à ses intérêts, la colonie mettra de l'avant deux mesures.

D'abord, la Nouvelle-France voit ses effectifs militaires gonflés par l'arrivée du régiment Carignan-Salière dès 1660<sup>8</sup>. Ainsi, l'érection méthodique « des bastions tout le long de la rivière Richelieu jusqu'à l'embouchure du lac Champlain, à l'exemple des forts Richelieu, Sainte-Thérèse et Saint-Jean<sup>9</sup> » ancrera la présence militaire des Français. Ensuite, dans le but « d'occuper méthodiquement le sud de Montréal » et ainsi constituer un territoire-tampon entre la Nouvelle-Angleterre et Ville-Marie, les autorités octroient des terres dans le Bas-Richelieu<sup>10</sup>. L'implantation du régime seigneurial dans la vallée du Richelieu est donc inhérente à la stratégie militaire française. Pour ces raisons, on remarque que les seigneurs qui se voient concéder des fiefs vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle sont largement issus des officiers de l'armée – particulièrement du régiment Carignan-Salières<sup>11</sup>. C'est dans ce contexte que la famille Hertel hérite d'un « bloc » seigneurial dans le Bas-Richelieu. En effet, les seigneuries de Beloeil, Cournoyer, Saint-François et, bien sûr, Rouville sont respectivement concédées à François Hertel et à ses quatre fils – tous issus de l'armée, par ailleurs<sup>12</sup>.

### **Jean-Baptiste Hertel: premier seigneur de Rouville**

Le premier seigneur de Rouville illustre bien le caractère militaire consubstantiel à l'ouverture des seigneuries richeloises. Il n'est pas non plus possible de désincarner le premier seigneur de Rouville, Jean-Baptiste Hertel, de son statut de noble. Jean-Baptiste est confirmé seigneur de Rouville dans la décennie 1680, alors même que les autorités coloniales tentent de restreindre l'émission des lettres d'anoblissement. Effectivement, Lorraine Gadoury note que « les dirigeants de la colonie doivent maintenant [dès 1680] faire l'éloge des « postulants » et solliciter durant de longues années l'appui du ministre de la Marine avant que le Roi accorde de nouveaux anoblissements<sup>13</sup> ». Issu d'une famille de militaires, et lui-même à l'origine d'exploits par les armes, Jean-Baptiste devient sieur de Rouville par son anoblissement en 1688<sup>14</sup>. Il intègre alors le groupe des Canadiens anoblis puisqu'il naît à Trois-Rivières, et

---

6. Laurent Busseau, « La Ligue iroquoise des Cinq-feux et la rivière Richelieu au XVII<sup>e</sup> siècle », *Histoire Québec*, vol. 22, n°1 (2016), p. 9.

7. Bruce G. Trigger, *Les Indiens, la fourrure et les Blancs*, Montréal, Boréal, 1992, p. 379.

8. Busseau, « La Ligue iroquoise », p. 10.

9. *Ibid.*

10. Filion, *Histoire du Richelieu-Yamaska-Rive Sud*, p. 79.

11. *Ibid.*, p. 94.

12. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 19.

13. Lorraine Gadoury, *La noblesse en Nouvelle-France: familles et alliances*, Ville La Salle, Hurtubise HMH, 1991, p. 35.

14. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 37.

non en France, en 1668. C'est donc muni d'un statut noble qu'en 1693, Jean-Baptiste Hertel de Rouville revendique un fief, voisin de son père (François Hertel) de surcroît<sup>15</sup>. Le gouverneur Frontenac lui concède le territoire décrit plus haut en janvier 1694 et le tout est officialisé par le roi Louis XIV qui signe le brevet de confirmation le « vingt deuxième du mois de mars [...] quatre vingt quinze<sup>16</sup> ».

L'obtention d'une seigneurie par le sieur de Rouville est représentative de la subordination de l'ouverture de la Rive-Sud aux impératifs militaires, mais aussi à la tendance générale voulant que les autorités coloniales concèdent des fiefs aux nobles. Dans les sociétés d'Ancien régime, on remarque que la propriété foncière est l'affaire des deux ordres supérieurs – soit la noblesse et le clergé<sup>17</sup>. Évidemment, la Nouvelle-France n'échappe pas à cette tendance puisque dans la colonie « les nobles détiennent presque systématiquement des terres seigneuriales<sup>18</sup> ». Or cette noblesse, canadienne ou française, se distingue, on s'en doute, par son caractère éminemment militaire. Puisque la Nouvelle-France se présente comme un territoire plutôt hostile aux colons, Jean-Baptiste Colbert, ministre de la Marine, et donc responsable de la colonie outre-Atlantique, souhaite une noblesse capable de garantir la sécurité de la population<sup>19</sup>. Dès lors, la noblesse militaire occupe le haut du pavé en Nouvelle-France – du moins, en ce qui concerne la propriété foncière. En effet, la majorité des seigneurs canadiens issus de la noblesse font partie de la portion militaire de ce groupe<sup>20</sup>.

On voit bien comment l'ouverture de la seigneurie de Rouville s'inscrit dans un contexte historique dicté par les exigences militaires de la colonie. Concédé pour des raisons militaires à un militaire anobli canadien, Rouville ne se développera cependant pas sous Jean-Baptiste. D'une part, il n'a jamais habité la seigneurie et, d'autre part, sa fonction militaire l'éloigne de son devoir de mise en valeur du fief<sup>21</sup>. Effectivement, le premier sieur de Rouville est à l'origine d'innombrables campagnes militaires qui lui valent, au terme de sa vie, le titre de chevalier de Saint-Louis<sup>22</sup>. Ce n'est donc pas sous l'impulsion du premier seigneur de Rouville que le fief est mis en valeur, car les aveux et dénombrements effectués dans la colonie de la Nouvelle-France nous apprennent qu'en 1724, soit deux ans après la mort de Jean-Baptiste, il n'y a aucune installation ni amorce de défrichement sur le fief<sup>23</sup>. C'est d'ailleurs en 1724 que le fils de Jean-Baptiste Hertel de Rouville, Jean-Baptiste-François, hérite de la seigneu-

---

15. *Ibid.*

16. BANQ-Québec, E1, S4, SS1, Fonds Intendants, *Brevet de confirmation par Sa Majesté de la concession au sieur Jean-Baptiste Hertel de Rouville*.

17. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 118.

18. *Ibid.*, p. 119.

19. Gadoury, *La noblesse en Nouvelle-France*, p. 28.

20. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 119.

21. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 39.

22. Raymond Douville, « Jean-Baptiste Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne] Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_2F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_2F.html)

23. Jacques Mathieu et Alain Laberge, dir, *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : Les aveux et dénombrements, 1723-1745*, Québec, Septentrion, 1991, p. 235.

rie. Ainsi, on devine que la position sociale enviable de Jean-Baptiste Hertel de Rouville est davantage le fait de son statut de seigneur, de militaire et de noble que de ses actions en tant que seigneur.

### **Après l'ouverture: prestige, mise en valeur et présence seigneuriale**

Les Hertel de Rouville, qui se succèdent à la tête de la seigneurie, n'investissent que frileusement leur position de première élite du fief. Dès lors, nous verrons que les postes qu'ils occupent et la notabilité qu'ils acquièrent sont moins liés à leur rôle de seigneur qu'à celui d'élites coloniales. Les fonctions militaires, par ailleurs, occupent la majeure partie du temps des Hertel de Rouville. À l'instar de son père, Jean-Baptiste-François Hertel de Rouville, deuxième seigneur du fief, occupe un poste dans l'armée et habite tantôt Montréal, tantôt Chambly<sup>24</sup>. Or, malgré son absence dans la seigneurie, on remarque tout de même une amorce de mise en valeur sous sa « gouverne ». Vers 1746, soit 18 ans après avoir hérité de la terre paternelle, environ 1760 arpents ont été concédés à treize habitants qui s'affairent à défricher et labourer le sol<sup>25</sup>. Le pouvoir et le prestige social de la première élite sont soumis à la présence et à la vitalité des censitaires. Ainsi, les « obligations du censitaire sont la contrepartie des privilèges du seigneur<sup>26</sup> ». On peut donc assumer qu'avec peu de censitaires dans le fief de Rouville, le seigneur jouit de peu de privilèges et de pouvoir au sein de sa communauté.

De plus, son absence du fief nous fait dire que son prestige social vient principalement de ses fonctions militaires et de son statut de seigneur. Benoît Grenier a étudié la filiation entre l'enracinement d'un seigneur dans une terre et son prestige social. Il écrit : « Quelle que soit l'attitude de la famille du seigneur, le fait qu'elle soit résidente et enracinée sur son fief, auprès des habitants, en fait clairement une partie prenante de la vie sociale rurale<sup>27</sup> ». Puisque Jean-Baptiste-François s'affaire aux tâches militaires, il ne s'enracine pas et fait donc peu ou prou partie de la vie sociale de sa seigneurie. Cette absence du fief sera aussi le propre des deux seigneurs de Rouville qui succéderont à Jean-Baptiste-François Hertel. Or, bien qu'ils n'habitent pas la seigneurie, on remarque que René-Ovide et Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville acquièrent un prestige social par le biais de l'institution seigneuriale, certes, mais aussi par d'autres institutions et postes prestigieux.

De plus, il n'est pas anodin de noter que la Conquête britannique de 1760 ne fait pas fuir les Hertel en France. Effectivement, seigneur de Rouville jusqu'en 1772, Jean-Baptiste-François ne quitte pas la colonie à l'arrivée des Britanniques. À l'image de la majorité de la caste à l'étude, les seigneurs portant le nom de Hertel restent au Canada. La prestigieuse famille

---

24. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 41.

25. *Ibid.*, p. 42.

26. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 79.

27. Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle-France: présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 199.

militaire profite même de l'exil d'une partie de la noblesse pour accroître ses possessions foncières<sup>28</sup>. Cependant, la Conquête et la cohabitation « de la tenure seigneuriale avec la tenure en franc et commun soccage, marque en quelque sorte le début de la fin pour la première.<sup>29</sup> » Nous y reviendrons.

À la suite de la Conquête, le fils du premier seigneur de Rouville garde la possession de sa terre jusqu'à ce qu'il la cède à son frère René-Ovide en 1772<sup>30</sup>. René-Ovide transmettra ensuite son héritage fraternel à son fils Jean-Baptiste-Melchior. Ces deux figures seigneuriales donneront raison à l'assertion de Benoît Grenier :

[Le seigneur] cumulait parfois aussi d'autres fonctions, celle d'officier de milice par exemple, accroissant par le fait même son pouvoir sur la communauté. En effet, il n'est pas rare qu'un seigneur détienne d'autres fonctions, parfois antérieures à la propriété seigneuriale. Ces occupations ne sont toutefois pas toujours liées au territoire seigneurial, mais elles permettent de saisir la concentration des fonctions de notable entre les mains de quelques privilégiés dont font partie de nombreux seigneurs<sup>31</sup>.

Cette remarque est, tout d'abord, cautionnée par la figure de René-Ovide Hertel de Rouville. Contrairement aux hommes des trois générations l'ayant précédé, il n'intègre pas l'armée. Hertel oriente plutôt sa carrière dans les affaires juridiques après des études de droit à Québec<sup>32</sup>. Il occupe de nombreux postes relatifs à l'administration publique et à l'exercice du droit, dont celui de « magistrat, à titre de juge des plaids communs du district de Montréal<sup>33</sup> ». La concentration des pouvoirs, telle qu'explicitée par Grenier, ainsi que les délibérations arbitraires du puissant seigneur seront, par ailleurs, dénoncées par *La Gazette littéraire de Montréal*<sup>34</sup>. De plus, c'est par la conjugaison de ses pouvoirs judiciaires et de ses pouvoirs seigneuriaux que René-Ovide Hertel de Rouville fait croître son emprise sur la communauté rouvilloise. En effet, il exercera la fonction de juge de paix alors que la justice seigneuriale a été abolie<sup>35</sup>.

---

28. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 143.

29. *Ibid.*, p. 165.

30. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 45.

31. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 212.

32. Pierre Tousignant et Madeleine Dionne-Tousignant, « René-Ovide Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_rene\\_ovi-de\\_4F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_rene_ovi-de_4F.html)

33. *Ibid.*

34. Nova Doyon, Jacques Cotnam et Pierre Hébert, dir., *La Gazette littéraire de Montréal, 1778-1779*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 61.

35. Donald Fyson, *Magistrats, police et société : la justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada (1764-1837)*, Montréal, Hurtubise, 2010, p. 211.

On assiste au même manège avec le successeur et fils de René-Ovide, Jean-Baptiste-Melchior Hertel - devenu seigneur de Rouville en 1781. En fait, celui-ci pousse la rhétorique de la conjugaison des pouvoirs seigneuriaux et judiciaires à l'échelon supérieur. L'historien Donald Fyson note que pour les seigneurs comme « Hertel de Rouville, être un juge de paix actif, réglant les conflits entre ses censitaires et veillant à la construction de routes sur ses terres, n'est qu'une extension naturelle de la vision paternaliste que les seigneurs ont d'eux-mêmes<sup>36</sup> ». Tout comme son père, il n'habite pas le fief de Rouville<sup>37</sup>. En fait, en 1790 il s'établit dans le bourg Saint-Jean-Baptiste à proximité du fort de Chambly d'où il occupe la fonction de colonel de milice<sup>38</sup>. De plus, comme de nombreux seigneurs, il se familiarise avec les nouvelles institutions démocratiques - introduites au Canada par le gouvernement britannique - et siège à l'Assemblée législative après les élections de 1792.

L'Acte constitutionnel de 1791 fait effectivement émerger une nouvelle manière d'exercer son ascendant sur la population paysanne. S'incarnant, avant 1791, presque exclusivement dans un cadre seigneurial, le pouvoir trouve un nouveau lieu d'expression dans la Chambre d'assemblée du Bas-Canada<sup>39</sup>. Même si leur supériorité numérique ne cesse de s'effriter tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les seigneurs sont nombreux à intégrer la fonction de député<sup>40</sup>. C'est d'ailleurs le cas de Jean-Baptiste-Melchior Hertel qui occupe le poste de député de Bedford dès 1792, soit à la première élection de l'histoire du Bas-Canada<sup>41</sup>. Ainsi, dès 1792, il se fait seigneur, député et colonel de milice. On remarque bien, encore une fois, la manière dont la première élite seigneuriale rouvilloise canalise les pouvoirs entre ses mains. L'avènement des seigneurs à la Chambre d'assemblée ne fait que confirmer cette assertion et pose la question du conflit d'intérêts. Déjà, en 1792, « le nombre de seigneurs qui se présentent inquiète certains qui allèguent que, dans un moment où les «abus du dernier siècle» vont être examinés, ils seront à la fois juges et partis<sup>42</sup> ».

Sous René-Ovide et Jean-Baptiste-Melchior, malgré l'accumulation des postes au sein de la société laurentienne qui les détourne quelque peu de leur fonction colonisatrice, on assiste tout de même à un véritable effort de mise en valeur de la seigneurie de Rouville. En fait, même si les deux seigneurs se soucient peu de leur fief, ils donnent à François Noisieux, curé de Beloeil, le mandat de concéder des terres en leur nom<sup>43</sup>. « En l'absence du seigneur, le rôle de régisseur prend une importance accrue et témoigne de l'existence d'un lien de

---

36. *Ibid.* p. 170.

37. Céline Cyr, « Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_melchior\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_melchior_5F.html)

38. *Ibid.*

39. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 226.

40. *Ibid.*, p. 226-227.

41. Cyr, « Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville ».

42. John Hare, *Le développement des partis politiques à l'Assemblée législative du Bas-Canada, 1792-1814*, Ottawa, J. Hare, 1994, p. 90.

43. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 55.



confiance<sup>44</sup> ». Le fait que ce tiers parti se trouve dans la seigneurie de Beloeil témoigne, de surcroît, d'une certaine cohérence dans l'ensemble seigneurial des Hertel. L'homme de foi remplit son mandat de sorte « [qu'il] y a, en 1792, une population de 893 âmes dans la seigneurie de Rouville<sup>45</sup> ». La population croissant impose donc la construction d'une église. Dès lors, Melchior concède un terrain sur la rive de la rivière des Hurons de sorte que la construction s'amorce en 1807<sup>46</sup>. Or, les Hertel de Rouville, puisqu'ils sont absents de leur fief, ne jouissent pas d'un prestige social associé à l'enracinement de la première élite parmi ses censitaires. Leur prestige social est consubstantiel à la fonction de seigneur, certes. Cependant, comme le note Grenier, les Hertel de Rouville nous permettent surtout de « saisir la concentration des fonctions de notable entre les mains de quelques privilégiés dont font partie de nombreux seigneurs<sup>47</sup> ».

### **Jean-Baptiste-René Hertel : le dynamisme d'un seigneur enfin présent**

Le fils de Melchior, Jean-Baptiste-René, hérite de la propriété seigneuriale en 1817, à la mort de son père<sup>48</sup>. Comme ses aïeux, il accumule les fonctions militaires et contribue à perpétuer la stature des Hertel. Il prend d'ailleurs la place de son père à la tête du bataillon de Chambly un an avant que celui-ci ne s'éteigne<sup>49</sup>. Seulement, le nouveau seigneur de Rouville ne jettera pas un regard désintéressé sur son fief et ne chargera pas un tiers parti de concéder des censives. Bien au contraire, Jean-Baptiste-René, cinquième seigneur du fief, est le premier Hertel de Rouville à s'établir sur la terre familiale. En effet, une fois en possession de sa seigneurie, il s'établit dans « une modeste maison de bois située sur un domaine de 614 arpents en superficie<sup>50</sup> ». Immanquablement, le seigneur fit construire un premier manoir, puis un deuxième « plus conforme à son rang et aux besoins de sa famille<sup>51</sup> ».

Désormais enraciné dans son fief, René s'affaire à peupler ses terres de censitaires. Ses efforts se mutent en succès puisqu'il réussit à faire croître considérablement la population de la seigneurie<sup>52</sup>. L'arrivée des nouveaux colons entraîne aussi la mise en valeur des terres agricoles. En 1815, Joseph Bouchette, dans *Description topographique de la province du Bas-Canada*, note : « Le terrain y est d'une si bonne qualité que la presque totalité est dans un

---

44. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 132.

45. Armand Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille roches, 1983, p. 24.

46. *Ibid.*

47. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 212.

48. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 42.

49. Serge Courville, « Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_rene\\_8F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_rene_8F.html)

50. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 42.

51. Alain Côté, et al., *Le Manoir de Rouville-Campbell*, Collection Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire, Montréal, Éditions Histoire Québec, 2010, p. 20.

52. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 42.

état très avancé d'amélioration, particulièrement pour la culture du grain<sup>53</sup> ». Or, puisque la mise en valeur des terres va déjà bon train en 1815 et que la population est croissante sous René, le seigneur de Rouville doit adapter les installations de son fief aux nouveaux impératifs. Par exemple, les moulins nécessitent des réparations et, puisqu'ils ne sont plus en mesure de desservir l'ensemble des censitaires, le seigneur en fait en construire davantage<sup>54</sup>.

Bien que la présence du seigneur participe à la vitalité de la seigneurie, on remarque qu'une telle présence est parfois conflictuelle. L'historien Benoît Grenier souligne « [qu'à] compter du moment où la famille seigneuriale est confrontée à des habitants, des conflits surgissent, pas de manière systématique, pas toujours à grande échelle, mais des conflits existent<sup>55</sup> ». Dans le cas qui nous préoccupe, c'est la construction d'une deuxième église qui aurait le mandat de desservir les habitants bordant le Richelieu qui suscite de vives oppositions. Voulant faire construire une deuxième église près de la rive du Richelieu, Jean-Baptiste-René Hertel doit « contraindre » les habitants du rang des Étangs à ne plus fréquenter l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste afin que leurs contributions servent à l'entretien de la nouvelle bâtisse et d'un curé permanent<sup>56</sup>. Seulement, les habitants du rang des Étangs sont peu enclins à abandonner leur église au profit d'une autre, éloignée de surcroît. « M. de Rouville projette alors de construire un chemin qui réunira les trois premières concessions et qui facilitera l'accès de toute la paroisse à l'église projetée à la première concession<sup>57</sup> ». Or, le *Chemin de la montagne* ne suffira pas à convaincre ni les habitants ni l'évêque de Québec qui autorise les habitants des Étangs à fréquenter l'église de Saint-Jean-Baptiste<sup>58</sup>. Après un échange de lettres incendiaires entre le seigneur et les autorités religieuses, le projet se concrétise de sorte que la construction du lieu de culte se met en branle en 1830<sup>59</sup>.

Cette situation illustre, bien sûr, les relations conflictuelles que peuvent entretenir les censitaires avec le seigneur. Cependant, elle incarne aussi une « notabilité conflictuelle » entre, d'une part, le seigneur et les autorités religieuses et, d'autre part, entre les marguilliers et le seigneur<sup>60</sup>. En effet, après s'être faits contraindre par Mgr Panet de se tourner vers l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, les habitants des Étangs élisent le sieur Tétro-Ducharme au poste de marguillier<sup>61</sup>. Formellement opposé aux plans du seigneur, Tétro-Ducharme use de toute son influence afin de contrer la décision des autorités spirituelles et temporelles. Ses plans échoueront et les habitants devront se soumettre. Le pouvoir seigneurial prime, dans cette situation, sur la volonté générale et sur le pouvoir d'un des notables de la seigneurie.

---

53. Bouchette, *Description topographique*, p. 212.

54. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 43.

55. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 298.

56. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 44.

57. *Ibid.*, p. 45.

58. *Ibid.*, p. 48.

59. *Ibid.*, p. 49.

60. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 343.

61. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 50.

Jean-Baptiste-René embrasse lui aussi une carrière politique en se faisant élire député de Bedford de 1824 à 1830, puis de la nouvelle circonscription de Rouville de 1830 à 1832<sup>62</sup>. Il siège même au Conseil législatif en 1837-1838 pendant les soulèvements des patriotes. On connaît l'importance de la région richelloise dans ce conflit. Des leaders patriotes de la région forment la Confédération des Six-Comtés dont fait partie le « comté » de Rouville<sup>63</sup>. Bien qu'il ait accueilli et entretenu les troupes britanniques, Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville est tout de même accusé par le prêtre de Saint-Jean-Baptiste, Louis Nau, de comploter et de préparer une autre révolte patriote contre le pouvoir anglais<sup>64</sup>. Tombé dans les mauvaises grâces du pouvoir et plombé par les dettes, le dernier Hertel de Rouville demande à un proche de trouver un acheteur pour son fief. Son gendre, le docteur Jean-Baptiste Brousseau, vend le fief, possédé par des seigneurs canadiens depuis 1694, au major britannique Thomas Edmund Campbell en 1844<sup>65</sup>.

### **Le major Campbell : un seigneur abolitionniste?**

L'achat de Rouville par un Britannique – d'origine écossaise né à Londres possiblement en 1811<sup>66</sup> – fait partie d'un « processus progressif mais constant à compter de 1760. [C'est-à-dire que l'achat des fiefs par des Britanniques] s'observe dans la longue durée et non [comme] une conséquence immédiate de la Conquête<sup>67</sup> ». En effet, acquis en 1844 par Thomas Campbell, la seigneurie de Rouville témoigne de ce long processus. On remarque aussi que le mariage de Thomas Edmund Campbell avec Henriette-Julie Juchereau Duchesnay atteste aussi d'un maintien de certaines anciennes familles canadiennes à la tête de la société ainsi que de l'intégration des nouvelles élites britanniques au sein des familles seigneuriales canadiennes. En effet, après la Conquête, plusieurs familles – dont les Hertel, mais aussi les Juchereau Duchesnay – prouvent leur allégeance au roi d'Angleterre et arrivent ainsi à garder une posture sociale enviable<sup>68</sup>. Cette posture sociale se matérialise ici par une union avec la « nouvelle » élite coloniale britannique. Karine Pépin note : « Ces femmes de la noblesse ayant épousé un étranger représentent en quelque sorte l'ouverture grandissante de la noblesse canadienne à marier ses enfants en dehors du groupe ainsi que sa capacité d'adaptation aux bouleversements de leur époque, tout en maintenant plusieurs pratiques du régime français<sup>69</sup> ». C'est d'ailleurs par ce mariage que le nouveau seigneur de Rouville arrive à adoucir le « double rapport d'altérité<sup>70</sup> » voulant que le seigneur soit quelque peu

---

62. Courville, « Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville ».

63. Gilles Laporte, *Brève histoire des patriotes*, Québec, Septentrion, 2015, p. 71.

64. Courville, « Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville ».

65. *Ibid.*

66. Jacques Monet, « Thomas Edmund Campbell », *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell\\_thomas\\_edmund\\_10F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_thomas_edmund_10F.html)

67. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 156-157.

68. *Ibid.*, p. 143.

69. Karine Pépin, « Mariage et altérité : les alliances mixtes chez la noblesse canadienne après la Conquête (1760-1800) », *Mémoire de maîtrise (histoire)*, Université de Sherbrooke, 2016, p. 169-170.

70. *Ibid.*, p. 157.

isolé par sa position sociale et son l'origine ethnique. Armand Cardinal remarque que cette alliance, doublée d'une administration seigneuriale unilingue française, a su lui faire gagner la confiance des censitaires avec lesquels il cohabite à partir de 1846<sup>71</sup>.

De plus, l'achat du fief est aussi éloquent de la substitution « des anciennes familles seigneuriales par une bourgeoisie anglo-protestante<sup>72</sup> ». Après avoir appartenu à la dynastie des Hertel, la seigneurie de Rouville passe effectivement aux mains d'un militaire et grand bourgeois britannique qui entend relancer l'économie de la seigneurie grâce à sa fortune<sup>73</sup>. Il importe en effet, pour le nouveau seigneur, de ne pas négliger son fief de telle sorte qu'en 1849, lorsque le parlement de Montréal est incendié et que l'institution déménage à Toronto, Campbell renonce à son poste de secrétaire civil pour le gouverneur général, lord Elgin<sup>74</sup>. Ainsi, Campbell est à l'origine d'un essor économique dans le fief de Rouville. Il implante une véritable industrie farinière grâce à la construction de plusieurs moulins, il incite à la plantation de pommiers afin de constituer des vergers et il encourage l'acériculture<sup>75</sup>. Lord Elgin n'hésite pas à qualifier Campbell « [d'un] des seigneurs les plus entreprenants de la province<sup>76</sup> ».

Dès lors, ce mouvement de « modernisation » économique de Rouville fait partie d'une migration de l'économie mercantile vers une économie capitaliste que subit le Bas-Canada. Les politologues Gérard Bernier et Daniel Salée remarquent qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle :

L'hégémonie des marchands du Bas-Canada se faisait sentir sur toutes les sphères vitales de la vie économique coloniale. Ils créaient puis contrôlaient les institutions bancaires et financières les plus importantes, s'en servant ensuite pour financer leurs entreprises commerciales. Ils se hissaient régulièrement à des postes d'influence dans l'appareil d'État d'où ils faisaient triompher leur opinion et leurs intérêts en matière de politique économique<sup>77</sup>.

Thomas Edmund Campbell fait partie de cette caste de grands capitalistes. D'abord, on observe qu'il accapare des postes influents. « Il devient tour à tour président de la Chambre d'agriculteur du Haut et du Bas-Canada, directeur de la Banque de Montréal, de la Compagnie du Grand Trunk et de la société d'assurance Mutual Reliance<sup>78</sup> ». Dans la biographie de Campbell, par ailleurs écrite par son fils, on constate l'ampleur de l'ascendant qu'exerce le seigneur sur la société canadienne. Dans la biographie posthume, Bruce Campbell relaye

---

71. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 108.

72. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 157.

73. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 108.

74. Monet, « Thomas Edmund Campbell ».

75. Cardinal, *Les fondateurs*, p. 108.

76. Cité dans: Monet, « Thomas Edmund Campbell ».

77. Gérald Bernier et Daniel Salée, *Entre l'ordre et la liberté : colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1995, p. 72.

78. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 70-71.

les lettres et articles de journaux soulignant la mort de son père en 1872. Parmi les institutions soulignant ce décès, on retrouve : La Société d'assurance Mutuelle et Reliance, le Conseil d'agriculture de la province de Québec, les sociétés d'agricultures de Rouville et de Chambly, les journaux : *La Minerve*, le *Time* de Londres, le *Montreal Herald*, *Le messenger de Sorel*, *La gazette des campagnes*, *Le courrier de St. Hyacinthe*, *Le National*, *L'Évènement*<sup>79</sup>.

Le cas du chemin de fer *St. Lawrence & Atlantic* illustre parfaitement la conjugaison de la propriété seigneuriale avec l'occupation de postes influents par une élite marchande – en l'occurrence, Thomas E. Campbell. En tant qu'administrateur de la *Bank of Montreal* et actionnaire-administrateur du *Grand Trunk*, il ne suffit, au seigneur de Rouville, qu'à mobiliser son influence et ses contacts afin que le *St. Lawrence & Atlantic* traverse son fief<sup>80</sup>. Pour ce faire, il concède des terres de son propre domaine et réussit, par son poids économique et politique, à faire bifurquer le tracé du chemin de fer au profit de Saint-Césaire<sup>81</sup>.

En fait, Campbell représente bien ce que Rémi Guertin qualifie de « seigneur entrepreneur » qui, par la manipulation du cadre seigneurial parfois contraignant, axe ses activités économiques sur le commerce et la plaine exploitation de son domaine<sup>82</sup>. Bien qu'il éprouve une vive admiration et même de l'affection pour les Canadiens français<sup>83</sup>, il n'est pas accessoire de se demander si Thomas E. Campbell ne serait pas favorable à l'abolition du régime seigneurial. On sait, par ailleurs, que la « voix des entrepreneurs capitalistes est très présente, même disproportionnée, dans les discours favorables à l'abolition du régime seigneurial<sup>84</sup> ». De plus, le régime seigneurial se présente comme une limite aux développements du réseau ferroviaire par ses nombreuses contraintes<sup>85</sup>. Ces contraintes seront contournées par divers moyen, mais on peut penser qu'un homme d'affaires œuvrant dans des institutions financières hostiles à la tenure seigneuriale, telle que la *Grand Trunk*, n'est pas nécessairement un partisan de l'Ancien régime<sup>86</sup>. Or, nous ne disposons pas de sources pouvant confirmer cette intuition.

Au terme de la première étape de cet essai, il importe de revenir sommairement sur le développement de la seigneurie de Rouville. On remarque d'abord que, sous la dynastie des Hertel, les seigneurs absents s'enchaînent. Premièrement, Jean-Baptiste Hertel de Rouville consacre son temps aux affaires militaires de sorte qu'il n'amorcera pas la mise en valeur de son fief. Son fils, Jean-Baptiste-François, adopte la même attitude désintéressée et ne concède des terres qu'à treize habitants. Pour leur part, Jean-Baptiste Melchior et René-

---

79. Bruce Campbell, *Biographie du Major T.E. Campbell, C.B. de Saint-Hilaire*, Montréal, John Covell, 1873, p. 10-16.

80. Rémi Guertin, *L'implantation des premiers chemins de fer du Bas-Canada*, Québec, Éditions GID, 2014, p. 143.

81. *Ibid.*, p. 144.

82. *Ibid.*, p. 116.

83. Monet, « Thomas Edmund Campbell ».

84. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 196.

85. Guertin, *L'implantation des premiers chemins de fer du Bas-Canada*, p. 70.

86. *Ibid.*

Ovide n'habitent pas la seigneurie, mais ils la mettent tout de même en valeur. On remarque que pour ces quatre seigneurs, leur statut de première élite de Rouville n'est qu'un élément de notabilité parmi d'autres. En effet, ceux-ci cumulent les postes de militaire, de juge de paix et de député. Le premier Hertel de Rouville à vivre parmi ses censitaires est Jean-Baptiste-René qui, enraciné dans son fief, fait prévaloir son statut de première élite. Or, en 1844, Rouville est vendu au major Thomas E. Campbell qui, lui aussi, s'établit sur ses terres et se fait construire un imposant manoir. On constate qu'il multiplie les efforts afin de mettre le fief en valeur et d'y introduire une croissance économique. Ainsi, appartenant toutes à l'élite coloniale, les premières élites de Rouville sont parfois présentes sur leur terre. Chose certaine, ils jouissent d'un lustre qui dépasse largement les frontières de leur seigneurie.

## De l'abolition: maintien ou disparition du prestige de la première élite ?

### Les mesures de 1854 et le cas de Rouville

L'étude du cadastre abrégé du fief nous renseigne sur ce processus d'abolition. D'abord, il est intéressant de dresser, à partir de cette source, l'état de la seigneurie en 1860, soit lors de la rédaction dudit cadastre. Il n'est par ailleurs pas anodin de retrouver, parmi la liste des censitaires, la présence de la compagnie du *Grand Trunk*. En fait, cela n'est nullement surprenant puisque, on se rappellera, Campbell a octroyé des terres à la *St. Lawrence & Atlantic* qui sera assimilée à cette compagnie ferroviaire<sup>87</sup>. Puisque le chemin de fer longe la rivière Richelieu, on retrouve la majorité des possessions foncières du *Grand Trunk* dans la « première concession [de la] paroisse de St.-Hilaire<sup>88</sup> ». Dès lors, cette compagnie possède de nombreuses petites parcelles de terre qui, on s'en doute, serpente le fief et indique l'emplacement du chemin de fer<sup>89</sup>.

Ensuite, nous sommes en mesure d'apprécier les possessions foncières du seigneur qui devient, après 1854, propriétaire de son domaine en plus de l'ensemble des terres seigneuriales non concédées<sup>90</sup>. Dans le cas qui nous intéresse, le major Campbell devient propriétaire de deux parcelles domaniales. La première se trouve sur la première concession et constitue le domaine seigneurial proprement dit, puisque c'est sur cette terre que se trouve son manoir<sup>91</sup>. Ensuite, la deuxième fraction de son domaine en est une d'envergure. En effet, sur la seconde concession, T. E. Campbell possède trois-cents arpents de terre associés à

87. Guertin, *L'implantation des premiers chemins de fer du Bas-Canada*, p. 139.

88. *Cadastres abrégés des seigneuries de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne*, Québec, Derbishire et Desbarats, 1864, 7 volumes : seigneurie de Rouville.

89. *Ibid.*

90. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 204.

91. *Cadastre abrégé de la seigneurie de Rouville*.

son « ancien domaine<sup>92</sup> ». On note que la majorité des terres non concédées qui reviennent à Campbell se trouvent dans la paroisse de Saint-Hilaire. En effet, nous l'avons évoqué plus tôt, la paroisse de Saint-Jean-Baptiste se développe avant la paroisse de Saint-Hilaire. On se souviendra que les habitants de Saint-Jean-Baptiste ont construit une église avant leurs comparses hilairemontais et que c'est seulement sous l'impulsion de Jean-Baptiste-René que la paroisse délimitée par le Richelieu est mise en valeur – tardivement, bien sûr. Dès lors, le nom du seigneur figure à plusieurs reprises dans les premières pages du cadastre qui dresse la liste des propriétaires de la paroisse de Saint-Hilaire, mais est très discret dans la seconde portion dédiée à la paroisse Saint-Jean-Baptiste<sup>93</sup>.

Contrairement à de nombreuses autres seigneuries laurentiennes, la propriété du fief n'est pas fractionnée en plusieurs propriétaires. Campbell est le seul à jouir des fruits de l'abolition de sorte que cette première élite que l'on nomme toujours seigneur exerce seule un ascendant sur sa population. Il y aurait même matière à se questionner sur l'accroissement du pouvoir de celui-ci au lendemain de l'abolition. En fait, on peut tout à fait établir les seigneurs comme étant les grands gagnants – pour ne pas dire profiteurs – de l'Acte de 1854. Bernier et Salée nous disent que les censitaires sont « condamnés à demeurer sous la fêrule traditionnelle des classes supérieures<sup>94</sup> ». Disons plutôt, à la manière de Michel Morissette, que le système érigé en 1854 reste profitable à l'élite seigneuriale<sup>95</sup>.

Après évaluation du fief, le commissaire Henry Judah décrète une somme compensatoire d'environ 17 093\$ afin d'indemniser le seigneur quant aux lods et ventes et aux droits de banalités<sup>96</sup>. On ne peut confirmer le montant exact du chèque puisqu'il ne figure pas dans nos sources. Or, le cadastre abrégé stipule clairement que les seigneurs seront dédommagés pour « le rachat des droits de lods et ventes et du droit de banalité<sup>97</sup> » et que ces droits sont estimés, dans la seigneurie de Rouville, au montant évoqué plus haut. De plus, le mécanisme d'évaluation de la valeur de la seigneurie nous renseigne évidemment sur les installations qui s'y trouvent. Nous avons évoqué l'effort de mise en valeur du « seigneur entrepreneur » qu'est alors Campbell. Ainsi, par le biais du rapport abrégé de Judah on peine tout de même à prendre la mesure de cette mise en valeur. Celui-ci établit que la prolifération des moulins sous l'impulsion du seigneur a une valeur, en 1861, de 6240\$<sup>98</sup>. Or, la source est totalement muette quant au nombre de moulins se trouvant sur la seigneurie.

---

92. *Ibid.*

93. *Ibid.*

94. Bernier et Salée, *Entre l'ordre et la liberté*, p. 231.

95. Michel Morissette, « Les persistance de l'Ancien Régime » québécois : seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854-1940) », mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2014, p. 7.

96. *Cadastre abrégé de la seigneurie de Rouville*.

97. *Ibid.*

98. *Ibid.*

Judah estime, dans le cadastre abrégé, que la valeur des cens et rentes s'élève à 24 132,12 \$<sup>99</sup>. Ce montant représente l'ensemble des sommes que les censitaires doivent individuellement payer s'ils veulent jouir de leur terre à la manière de la tenure franche. Autrement dit, ce montant représente la somme capitalisée des rentes annuelles de la totalité des censitaires de la seigneurie de Rouville. Rappelons que ceux-ci peuvent, en continuant à payer leur tribut au seigneur chaque année, ne pas rompre le lien seigneurial que prévoit l'Acte de 1854. Le processus enclenché au mitan du XIX<sup>e</sup> siècle est donc, comme le rappelle Grenier, une opération d'abolition partielle. On doit attendre le XX<sup>e</sup> siècle pour que l'armature du régime seigneurial, ce qui en reste du moins, meure « d'extrême vieillesse<sup>100</sup> ».

### **Le SNRRS et la dernière seigneuresse de Rouville**

Avant d'analyser le cas rouvillois en ce qui concerne le rachat des rentes seigneuriales, il faut mentionner qu'ils sont nombreux, dans la région de Montréal, les habitants qui ne jouissent pas de la tenure libre de cens. Rouville ne fait pas exemption à la norme régionale. En effet, des 24 132,12 \$ de cens et rentes évalués en 1861, Madame Mabel G. Campbell est toujours propriétaire de 19 824,26 \$ de celles-ci – soit environ 82%<sup>101</sup>. Le notaire Lucien Morin rédige le relevé des titres en 1942 et nous permet ainsi d'en apprendre sur les derniers instants du lien seigneurial dans le fief de Rouville.

D'abord, il est intéressant de voir que la propriétaire des rentes seigneuriales est une femme. Or, le fait qu'une femme occupe le poste – symbolique ou non – de seigneur n'a rien d'inhabituel. En effet, sauf exception de René-Ovide qui lègue son patrimoine seigneurial à un de ses frères, presque tous les seigneurs de Rouville ont, par leur décès, octroyé le fief à leur femme à titre d'usufruit jusqu'à ce que celle-ci meurt et relaye le tout à l'aîné mâle. Ainsi, Benoît Grenier remarque que le pouvoir féminin en est un souvent circonstanciel. Dans la plupart des cas, celles-ci investissent la fonction de seigneuresse – à ce stade-ci, nous dirions qu'elles acquièrent la propriété des rentes constituées –, lorsqu'il y a absence du pouvoir masculin relié au décès du seigneur<sup>102</sup>. Cependant, à la lecture du dossier que consacre Me Morin à la seigneurie de Rouville, on remarque que la propriété du fief par Mabel G. Campbell n'est pas exempte d'un pouvoir masculin. La domination masculine y est perceptible puisqu'elle ne semble pas administrer ses avoirs comme bon lui semble.

Le dossier du SNRRS indique que le notaire J-R. Brillon consacre, en 1892, le fait que « Robert Peel W. Campbell [seigneur] vendit lesdites rentes aux fiduciaires aux biens appartenant

---

99. *Ibid.*

100. Benoît Grenier, « «Mort d'extrême vieillesse» : histoire et mémoire du régime seigneurial depuis 1854 », dans Grenier et Morissette, dir., *Nouveaux regards, op. cit.*, p. 398.

101. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

102. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 171.



à Dame Mabel G. Allan, épouse de Colin A.M. Campbell<sup>103</sup> ». C'est donc du vivant de son époux que la seigneuresse de Rouville « investit » ses fonctions puisque celui-ci meurt en 1926<sup>104</sup>. Or, on constate que la prise de pouvoir féminin est très partielle. Bien que le document indique que Mabel G. Campbell est la seigneuresse réclamante, il est plus judicieux de dire que la fiducie de Mabel G. Campbell est l'instance réclamant l'argent du rachat des rentes. Cette fiducie est créée par Sir Hugh Allan, le père de Mabel, selon les dispositions inscrites à son testament en 1880. Il est intéressant de voir que cette pratique, bien qu'en contradiction avec la Coutume de Paris, est rendue possible par le droit anglais faisant de la « substitution fidéicommissaire [une disposition] désormais légitime<sup>105</sup> ». Le père de ladite seigneuresse met un montant de 150 000 \$ à la disposition de celle-ci. On disait de ce Hugh Allan, une grande figure de l'aviation au Canada, qu'il était « l'homme le plus riche du pays à l'époque<sup>106</sup> ». Ce montant est administré par des fiduciaires, ce qui nous fait dire que Mabel G. est une figure de pouvoir féminin « partielle<sup>107</sup> ». Dès lors, l'achat des rentes constituées se fait par ces dispositions légales. Ce n'est pas l'épouse de Colin A.M. Campbell qui acquiert les rentes, mais bien les fiduciaires Frederic DeBartzeh, Robert P.W. Campbell et John S. Allan<sup>108</sup>.

Bien sûr, le tout est fait « avec le consentement de la dite Mabel Gertrude Allan<sup>109</sup> ». Il n'en reste pas moins que la première élite seigneuriale est ici incarnée par une instance légale davantage que par la personne qu'est Mabel G. Campbell. Dans son mémoire de maîtrise, Michel Morissette se demande si la présence féminine, bien qu'importante - 232 des 529 seigneurs répertoriés après 1854 et avant 1940 sont des femmes – est synonyme d'une véritable ascendance sur le fief<sup>110</sup>. Il écrit : « Malgré tout, les femmes sont-elles entre 1854 et 1940 [...] de simples héritières ou relais, ou sont-elles de véritables propriétaires aussi actives que les hommes sur le marché de la propriété seigneuriale ?<sup>111</sup> ». On ne peut qu'en partie répondre à cette question. On peut certes confirmer que l'acquisition des rentes est l'affaire d'un relais ou de l'absence des hommes. Or, il nous est impossible de savoir si Mabel G. Campbell est, oui ou non, active sur le marché foncier. D'une part, parce que ses biens sont administrés par une fiducie et, d'autre part, parce qu'on ne connaît pas le poids de son influence au sein de cette fiducie. Entre le consentement, dont on prend soin de demander à la seigneuresse, et le commandement, il existe une pléthore de nuance.

103. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

104. *Ibid.*

105. Jonathan Fortin, « La substitution fidéicommissaire et la transmission du patrimoine dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : le cas des seigneurs usufruitiers », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards*, p. 100.

106. Côté, et al., *Le Manoir*, p. 43.

107. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

108. *Ibid.*

109. *Ibid.*

110. Morissette, « Les persistances », p. 88.

111. *Ibid.*

On devine, par ailleurs, que le rôle du fiduciaire n'en est pas un de faible importance par la place que Me Morin accorde à ceux-ci dans le document du SNRRS. En effet, celui-ci retrace la chaîne des fiduciaires ayant administré les rentes seigneuriales bien que, dans les faits, elles appartiennent à Mabel G. Campbell<sup>112</sup>. De plus, le chèque émis en 1942 qui scelle le destin de l'Ancien régime à Rouville est adressé « en faveur de MM. John Faire, Ellice Allan Mackenzie et Allan Angus, es-qualités de fiduciaire aux biens légués à Mabel G. Allan par les testaments et codicille de Sir. Hugh Allan<sup>113</sup> ». Donc, le chèque de 21 803,07 \$ qu'octroie le Secrétaire-Trésorier du Québec est encaissé par la fiducie et non pas par la personne de Mabel G. Allan, veuve de Colin Campbell<sup>114</sup>. De plus, le notaire du SNRRS est d'opinion que ces hommes, « en leurs qualités de fiduciaire<sup>115</sup> » devraient en toucher les fruits<sup>116</sup>. La question du pouvoir de la première élite, lorsque celle-ci est une femme, reste à éclaircir.

De plus, l'historien André LaRose observe, pour le cas de Beauharnois, une « financiarisation de la seigneurie [et une] dépersonnalisation des rapports seigneurs-censitaire<sup>117</sup> ». Il remarque que les rentes constituées, par le processus évoqué, sont moins le propre d'une dynamique d'Ancien régime que d'une dynamique de profitabilité capitaliste des structures féodales<sup>118</sup>. Il serait intéressant d'exporter cette analyse à la seigneurie de Rouville. Puisque les rentes seigneuriales sont détenues par une fiducie qui, on l'imagine, souhaite dégager un profit de ses avoirs fonciers, il se peut très bien que le cas de Rouville participe à cette financiarisation des rentes. Cependant, les informations nous manquent quant à l'administration de la fiducie et il nous est impossible de conclure sur sa nature véritable.

Le processus d'abolition du régime seigneurial dans la vallée du Saint-Laurent est long, complexe et fait au nom d'une modernisation économique. Dans la seigneurie de Rouville, l'Acte de 1854 abolit les droits et devoirs des censitaires, mais convertit leurs cens et rentes en rentes constituées. Ils peuvent abolir ce lien en déboursant l'équivalent de dix-sept années de rentes constituées. Or, on remarque qu'en 1940, plus de 82% des censitaires font le choix de payer chaque année ladite rente. Thomas E. Campbell, après 1854, devient alors propriétaire de son domaine, ainsi que des terres qu'il n'avait pas encore concédées en tant que seigneur. La seigneurie aboutit, au moment de l'achèvement de l'abolition du régime seigneurial par l'État du Québec vers 1940, entre les mains de Mabel G. Campbell. En fait, on constate que le rachat des rentes par le SNRRS est fait au nom d'une fiducie administrée par des hommes qu'avait prévue le père de Mabel pour celle-ci. Ainsi, le régime seigneurial disparaît finalement en 1942 dans ce que l'on appelait autrefois la seigneurie de Rouville.

---

112. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

113. *Ibid.*

114. *Ibid.*

115. *Ibid.*

116. *Ibid.*

117. André LaRose, « La Montreal Investment Association, la Montreal Investment Trust et la seigneurie de Beauharnois (1866-1941) », *The Canadian Historical Review*, vol. 98, n° 1 (2017), p. 3.

118. *Ibid.*

Pourtant, il importe maintenant de se poser la question de la mémoire d'un tel régime dans la région montréalaise à l'étude. Nous verrons qu'il est plus simple de faire disparaître un mode de gestion des terres que de faire *tabula rasa* de ce que ce régime a imprimé dans la mémoire québécoise et hilairemontaise.

## Mémoire et régime seigneurial : état des lieux dans l'ancien Rouville

### Au terme de centaines d'années d'histoire

Après s'être posé la question de la naissance, de la croissance et du déclin du régime seigneurial, mais plus particulièrement de la seigneurie de Rouville, il semble incontournable de dresser le portrait de ce qui persiste de cette longue histoire. Puisque le régime lui-même est finalement aboli en 1942 dans ce que l'on appelait la seigneurie de Rouville – principalement les villes de Mont-Saint-Hilaire et Saint-Jean-Baptiste – on ne saurait dresser un état actuel des lieux de ladite institution. L'étude que nous proposons est davantage liée à l'aspect mémoriel de l'institution seigneuriale rouvilloise. Que reste-t-il au terme de ces centaines d'années d'histoire où habitants vivaient sous « l'égide » des seigneurs? Dans une époque allergique à toute hiérarchie, où l'égalité se présente comme un horizon indépassable, que peut-il bien rester de l'Ancien régime? Rappelons notre hypothèse. Nous croyons que les seigneurs Campbell, parce qu'ils ont été présents dans la seigneurie, exercent une sorte d'hégémonie dans la mémoire rouvilloise, mais que les Hertel de Rouville subsistent dans la toponymie. Pour vérifier cette assertion, nous disposons du témoignage de Carroll Guérin. L'hypothèse est inévitablement l'enfant de ce témoignage. Ayant côtoyé les Campbell, Madame Guérin ancre évidemment la mémoire seigneuriale dans la présence de cette famille.

## Madame Guérin : porteuse de mémoire de l'Ancien régime



Photo 9 – Mme Carroll Guérin, porteuse de la mémoire de la famille Campbell

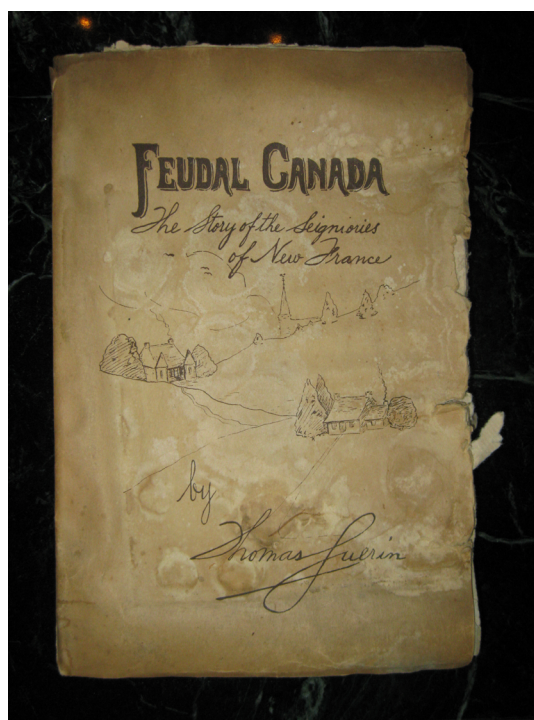
Carroll Guérin, née en 1936 et âgée de 78 ans au moment de son témoignage, porte la mémoire du régime seigneurial à Rouville puisqu'elle n'est pas issue de la famille seigneuriale. Or, elle n'est pas si extérieure au monde seigneurial puisque son père, Thomas Guérin (1886-1963), était très proche de la famille Campbell. C'est d'ailleurs par ce contact que celui-ci, auteur et détenteur d'une maîtrise en histoire, choisit le régime seigneurial comme objet d'étude historique<sup>119</sup>. Dès lors, on remarque que la mémoire seigneuriale portée par Carroll Guérin, mais aussi par son père, en est une très positive. En effet, on le constate d'abord par la déférence qu'a la porteuse de mémoire envers la Nouvelle-France et le régime seigneurial. Elle souhaite que la mémoire des institutions françaises issues de la Nouvelle-France reste non seulement présente, mais aussi qu'elle soit respectée. Par ce truchement d'idées, elle en arrive à parler du régime seigneurial qui, selon elle, fut un bon régime dans les cas où le seigneur était « bon »<sup>120</sup>. Elle se représente l'armature seigneuriale de la société canadienne-française comme d'un régime d'entraide où le sort des habitants était lié à celui du seigneur qui veille sur ses censitaires<sup>121</sup>. On note le penchant paternaliste d'une telle interprétation.

119. Assemblée nationale du Québec (mars 2009), *Thomas Guérin (1886-1963)* [page Web], consulté le 15 janvier 2019, <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/guerin-thomas-3541/biographie.html>

120. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

121. *Ibid.*

En fait, cette vision du régime seigneurial n'est pas du tout désincarnée de l'ouvrage de son père qui, on s'en doute, oriente largement son interprétation. Dans *Feudal Canada: The Story of the Seigniories of New France*, Thomas Guérin propose aussi une interprétation teintée de paternalisme. Cette interprétation du régime, mais surtout du rôle et de la stature du seigneur est directement inspirée de l'œuvre de Philippe Aubert de Gaspé dans *Les anciens Canadiens*. Dans son ouvrage, Guérin cite de longs pans du livre d'Aubert de Gaspé. Il mentionne, afin de dépeindre les privilèges de seigneurs, la scène du roman du mémorialiste où les habitants viennent fêter au manoir seigneurial : « Among the rights which he could demand was that of the May-pole, which de Gaspé so delightfully describes in his « Anciens Canadiens »<sup>122</sup> ». Dans le chapitre *The seigniorial life*, Guérin cite encore une fois le pittoresque auteur afin d'appuyer sa démarche et illustrer la vie matérielle des seigneurs<sup>123</sup>. Finalement, il n'est pas question de dépeindre, pour l'historien, les seigneurs comme des nobles européens, mais bien comme des colonisateurs près de la terre et de leurs censitaires : « Best of all, it was a Canadian nobility indigenous of the soil, and sprung from the very land in which it was conceived.<sup>124</sup> » La présence du romancier dans l'ouvrage de Guérin n'est pas dénuée d'intérêt. En fait, les écrits de Gaspé ont longtemps façonné l'interprétation des historiens quant à l'Ancien régime canadien<sup>125</sup>.



**Photo 10 – *Feudal Canada*, livre écrit par Thomas Guérin, père de Carroll**

122. Thomas Guérin, *Feudal Canada: The Story of the Seigniories of New France*, Montréal, First Edition, 1926, p. 95.

123. *Ibid.*, p. 121.

124. *Ibid.*, p. 116.

125. Benoît Grenier, « L'influence de l'œuvre de Philippe Aubert de Gaspé sur l'historiographie du régime seigneurial québécois (1863-1974) », dans Claude La Charité et al., *Les Anciens Canadiens. 150 ans après. Préfigurations, représentations et réfractations*. Québec, Presses de l'Université du Québec. À paraître.

Écrit en 1926, l'ouvrage de Guérin s'inscrit dans l'historiographie « de la période 1880-1960 [qui] met de l'avant un système harmonieux où le seigneur est un véritable père symbolique pour ses censitaires lesquels lui vouent pratiquement un culte païen: un système qui n'a rien de la féodalité et qui, au contraire, a favorisé la colonisation de la Nouvelle-France<sup>126</sup> ». Un seigneur bon, un seigneur colonisateur, telle est la nature de la mémoire seigneuriale véhiculée par l'ouvrage de Guérin et reprise par sa fille, Carroll. Madame Guérin ne voit pas le régime seigneurial comme une structure « qu'il faut même regretter<sup>127</sup> », mais elle ne s'empêche pas une certaine nostalgie envers des valeurs perdues qu'elle oppose à un monde « dur et froid<sup>128</sup> ». Elle perpétue ici aussi une certaine idéologie traditionnelle qui regrette parfois la « chaleur » des ancêtres. Évidemment, le témoignage ne se limite pas qu'à de simples considérations sur le *Canada féodal*, mais bien sur la vie seigneuriale à Rouville. Analysons maintenant la mémoire proprement rouvilloise de Madame Carroll Guérin.

L'analyse du témoignage de Carroll Guérin comporte quelques défis. La principale difficulté est qu'elle entremêle la mémoire de l'élite rouvilloise avec la mémoire seigneuriale – les deux sont, bien sûr, intimement liées, mais pas inséparables. Tel que mentionné plus haut, les Guérin fréquentent les Campbell parce que le père Madame Guérin, Thomas, était un proche de la famille et que celui-ci achète le moulin en 1929 pour en faire sa résidence secondaire<sup>129</sup>. Dès lors, bien peu de souvenirs sont associés aux traits distinctifs des détenteurs des rentes seigneuriales puisqu'elle n'a fréquenté ce milieu que par contact sporadique alors qu'elle était très jeune. Cependant, elle se souvient que les Campbell étaient perçus « d'une certaine façon<sup>130</sup> » comme des seigneurs. Elle se souvient qu'il existait encore une certaine déférence à l'endroit de la famille seigneuriale chez qui on allait parfois porter des produits et de la nourriture – elle donne l'exemple des pommes que les habitants allaient parfois porter chez les Campbell<sup>131</sup>. Elle mentionne aussi ses visites au manoir des Campbell lorsque la famille Guérin était invitée pour le thé. Ce que l'on peut extraire de ces différentes anecdotes, c'est le fait que le détenteur des rentes seigneuriales, cette première élite, jouit toujours d'un prestige et que son manoir se veut encore un lieu de distinction élitare dans les années 1940.

Ensuite, ce qui persiste, dans le témoignage de Carroll Guérin, est le caractère biculturel et francophile des élites seigneuriales. Bien qu'elle soit issue d'une famille de huguenots immigrée en Irlande, puis au Canada en 1840, Madame Guérin fait le constat que la langue française était aussi importante pour l'élite de Rouville<sup>132</sup>. On pourrait expliquer cette francophilie des élites seigneuriales – mais aussi des élites tout court – par la nature mixte de cette

---

126. *Ibid.*

127. *Ibid.*, p. 18.

128. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

129. Gisèle Guertin, « Le moulin de Saint-Hilaire », *Cahier d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil – Mont-Saint-Hilaire*, 34<sup>e</sup> année, n° 101 p. 25.

130. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

131. *Ibid.*

132. *Ibid.*

caste. Nous l'avons évoqué plus tôt par l'entremise de l'étude de Karine Pépin, les mariages entre élites françaises et anglaises deviennent assez fréquents après le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>133</sup>. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à voir persister cette francophilie chez l'élite rouvilloise. On constate que ce trait est aussi perceptible chez d'autres incarnations de la mémoire seigneuriale. On pense, par ailleurs, aux Lotbinière Harwood qui sont issus d'une tradition d'interethnicité – et qui se sont aussi prêtés à l'exercice des entrevues sur les persistances seigneuriales<sup>134</sup>.

La lignée seigneuriale s'arrête cependant à Phoebe Duchesnay Campbell<sup>135</sup>, fille de Mabel G. Campbell, décédée célibataire et sans enfant en 1984. Madame Guérin, en vantant le caractère moderne de cette femme, insiste sur le fait qu'elle était consciente de « la fin d'une époque<sup>136</sup> ». Il est intéressant de constater l'opposition qu'opère le témoin en confrontant la modernité de Phoebe et « la fin d'une époque » issue de l'Ancien régime. Ainsi, Phoebe Campbell vend le manoir seigneurial à la compagnie de construction Canit et se désole de n'avoir pu trouver un acheteur conscient de la valeur du patrimoine qu'il acquiert. Cette vente sera, pour l'héritière des seigneurs de Rouville, le symbole du déclin de la présence des Campbell en tant qu'élite seigneuriale. Cette désertion des Campbell semble aussi, selon Carroll Guérin, enclencher une disparition de ceux-ci de la mémoire du territoire associé à la seigneurie de Rouville. D'ailleurs, elle réaffirme son attachement à la mémoire seigneuriale en se posant en gardienne de la mémoire du moulin et par extension, de l'époque de l'Ancien régime<sup>137</sup>. Donc, au terme de ce témoignage, force est de constater que, d'une part, la mémoire seigneuriale tend à s'éteindre et que, d'autre part, il existe une nette prépondérance de la famille Campbell dans cette mémoire.

### **Les Hertel de Rouville : présence subtile, mais perceptible**

On constate donc une absence quasi totale des Hertel de Rouville dans la mémoire de Madame Guérin. L'unique fois où l'on mentionne la famille de nobles canadiens-français, c'est pour signifier son importance dans la population. Carroll Guérin rappelle que c'est par la volonté des Hilairemontois que le manoir des Campbell s'est érigé en manoir Rouville-Campbell<sup>138</sup>. En effet, c'est en 1977 que le manoir est déclaré « patrimoine culturel » par le gouvernement du Québec et prend le nom des deux grandes familles seigneuriales<sup>139</sup>. Il n'est pas étonnant de voir que l'on associe la mémoire des seigneurs canadiens-français à la volonté des citoyens de Mont-Saint-Hilaire, majoritairement francophone. En fait, en étudiant

133. Pépin, « Mariage et altérité », p. 171.

134. Stéphanie Lanthier, *Persistances seigneuriales, famille de Lotbinière-Harwood, Vaudreuil*, film documentaire, 2017, 13 min. 58 sec. En ligne : <https://www.usherbrooke.ca/histoire/recherche/projets/persistances/seigneurie-de-vaudreuil/>

135. J.-Roger Cloutier, « L'Album photo familial du seigneur Thomas Edmund Campbell de Rouville », *Cahier d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil – Mont-Saint-Hilaire*, 35<sup>e</sup> année, n° 104, p. 21.

136. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

137. *Ibid.*

138. *Ibid.*

139. Côté, *et al.*, *Le Manoir*, p. 58.



la toponymie des deux principales paroisses qui composaient la seigneurie de Rouville, on constate une présence, voire une prépondérance relative de la famille Hertel de Rouville.



**Photo 11 – Manoir Rouville-Campbell**

Renvoyant évidemment à un saint d'envergure dans l'histoire des Canadiens français, le nom de la paroisse et ville de Saint-Jean-Baptiste, rappelle surtout la lignée des seigneurs Hertel dont le nom, sauf exception de René-Ovide, débutait par Jean-Baptiste. Ensuite, le camping « Domaine de Rouville » à Saint-Jean-Baptiste évoque deux pans de l'histoire seigneuriale. D'une part, il rappelle la présence de la dynastie canadienne, mais le mot *domaine* rappelle surtout la parcelle de terre « dont le seigneur se réserve l'usage<sup>140</sup> ». Donc, ici la mémoire seigneuriale est un peu plus présente et n'agit pas qu'en simple nom français plus ou moins anonyme même si on se doute qu'une telle appellation est plus commerciale qu'historique. Sur le mont Saint-Hilaire, on peut d'ailleurs trouver le Lac Hertel qui a longtemps alimenté les cours d'eau qui faisaient fonctionner les moulins. Évidemment, le nom de plusieurs rues rappelle la présence seigneuriale : rue de Rouville, rue Hertel, rue René-Hertel, chemin Rouville. Il est intéressant de voir que le seul seigneur ayant un nom de rue à son nom est celui qui l'a habitée et développée. Sinon, le chemin de la montagne, bien qu'il n'évoque pas directement la mémoire seigneuriale, s'y rattache tout de même puisque c'est sous l'impulsion de Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville qu'est construite cette voie.

Par ailleurs, par son importance, le nom de Rouville sort amplement des limites de l'ancienne seigneurie. En guise d'exemple, on pourrait citer le nom du système de santé du Haut-Richelieu qui est composé du nom des Rouville, ou bien encore le nom de la MRC de

---

140. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p 219.



Rouville qui, bien qu'à proximité de l'ancienne seigneurie, n'est pas dans les limites de celle-ci. Évidemment, l'objet de l'essai n'est pas l'ampleur de la mémoire des Hertel de Rouville, mais il est somme toute intéressant de constater que l'élite ayant été à la tête de la seigneurie de Rouville arrive à avoir un écho dans la toponymie québécoise, du moins montréalaise. Pour revenir aux villes de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Jean-Baptiste, nous sommes en droit de nous demander l'ampleur du système seigneurial dans la mémoire de gens. Malgré la toponymie, sommes-nous « [confronté] à l'absence de mémoire significative de ce passé<sup>141</sup> »? Bien que Madame Carroll Guérin réponde à cette question par l'affirmative et précise qu'il ne reste « pas grand-chose<sup>142</sup> » de la mémoire seigneuriale, on ne saurait ignorer les deux principaux éléments de cette mémoire : le manoir Rouville-Campbell et le moulin seigneurial (maison Guérin).

### **Patrimoine physique et mémoire seigneuriale : manoir et moulin**

Évidemment, le manoir Rouville-Campbell ainsi que le moulin seigneurial (devenu la maison Guérin) composent les deux piliers du patrimoine seigneurial rouvillois. Madame Guérin évoque ses visites au manoir seigneurial en soulignant la forte impression de prestige qui s'en dégageait. Ce manoir, bordant la rivière Richelieu, est sans contredit le principal vestige du temps de la seigneurie de Rouville. Il porte désormais le nom de manoir Rouville-Campbell, pour intégrer un peu de mémoire française dans ce bâtiment, certes, mais surtout parce que Thomas E. Campbell annexe, vers 1850, le manoir construit par Jean-Baptiste-René Hertel dans son propre ensemble résidentiel<sup>143</sup>.

Cependant, nous sommes en droit de nous poser la question de la nature de la mémoire consubstantielle au manoir. Le manoir est vendu en 1956 à la compagnie de construction *Canit*, se retrouve ensuite entre les mains de l'artiste Jordi Bonet avant d'aboutir dans le giron de la famille Daigle et de se convertir en restaurant et en hôtel<sup>144</sup>. Ensuite, l'établissement passe à l'humoriste Yvon Deschamps et est maintenant la propriété de la famille Imbeau qui continue à administrer le manoir devenu hôtel. Pour Madame Guérin, pour les enthousiastes de l'histoire locale et pour les historiens, il ne fait aucun doute que le manoir Rouville-Campbell ouvre une brèche temporelle, pour paraphraser Milan Kundera, qui nous permet d'apprécier le passé seigneurial du Québec. Seulement, il ne nous est pas interdit de douter que dans la mémoire des gens qui côtoient l'établissement, elle est davantage associée à la villégiature et à la gastronomie qu'à un passé féodal. Les inquiétudes de Madame Guérin sur la pérennité de la mémoire seigneuriale peuvent appuyer ce propos.

---

141. Grenier et Morissette, dir., *Nouveaux regards*, p. 429.

142. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

143. Côté, et al., *Le Manoir*, p. 32.

144. *Ibid.*, p. 80.

Cet exercice de réflexion peut aussi se faire quant à la place du moulin seigneurial dans la mémoire collective. Construit en 1848, il est abandonné en 1919 avant d'être repris par Thomas Guérin 10 ans plus tard<sup>145</sup>. Bien que Carroll Guérin s'investisse d'une mission de conservation de la mémoire rouvilloise, elle souhaite tout de même que le moulin reste et continue à être un « sanctuaire pour la guérison spirituelle<sup>146</sup> », une vocation quelque peu désincarnée de la mémoire seigneuriale. En fait, cette situation est à l'image de la mémoire seigneuriale québécoise : omniprésente, mais « confrontée à l'absence de mémoire significative<sup>147</sup> ».



**Photo 12 – Ancien moulin seigneurial de Rouville**

Au terme de cette réflexion sur les persistances seigneuriales dans l'ancien fief de Rouville, on constate que le témoignage de Carroll Guérin donne surtout une voix à la mémoire des Campbell. Elle, tout comme son père, est imprégnée d'une vision éminemment positive du régime seigneurial laurentien. Issue de l'influence de Philippe Aubert de Gaspé, on retrouve, dans l'ouvrage de Thomas Guérin et dans le témoignage de Carroll Guérin, une vision paternaliste du bon seigneur soucieux de ses censitaires. L'élite dont est porteuse Madame Guérin est, à l'image d'autres familles seigneuriales, bilingues et francophiles et dont les ancêtres ont su se lier aux élites locales. Bien que le témoignage porte essentiellement sur les Guérin et les Campbell, on constate tout de même une présence des Hertel de Rouville, surtout dans la toponymie. Le manoir Rouville-Campbell et le moulin seigneurial sont les deux principaux vestiges de l'Ancien régime canadien-français. Ils occupent une place de choix

145. *Ibid.*, p. 37.

146. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

147. Grenier et Morissette, dir., *Nouveaux regards*, p. 429.

dans le paysage de Mont-Saint-Hilaire. Cependant, nous avons observé que leur « aura » est davantage associée à la villégiature qu'au passé seigneurial.

## Conclusion

On se rappelle qu'en 1694, le fief de Rouville est concédé à Jean-Baptiste Hertel pour des raisons exclusivement militaires. À la suite de cette ouverture, on voit s'enchaîner à la tête du fief une première élite qui s'occupe plus ou moins de la mise en valeur de Rouville. On constate surtout que, de Jean-Baptiste à Thomas E. Campbell, le pouvoir seigneurial de cette première élite n'est qu'un élément parmi de nombreuses charges politiques, administratives et judiciaires que celle-ci occupe. L'abolition du régime seigneurial advient lorsque Thomas E. Campbell – que l'on soupçonne par ailleurs d'être en faveur de cette mesure – se retrouve à la tête de Rouville. Or la commutation des rentes seigneuriales en rentes constituées fait persister la figure du seigneur jusqu'en 1942. De 1854 à 1942, seulement 18% des rentes dues sont rachetées par les habitants de sorte que le SNRRS doit racheter 82% de ces rentes afin d'abolir définitivement les structures d'Ancien régime. De plus, on constate que le rachat s'est fait au non d'une fiducie « appartenant » à la dernière seigneuresse du fief, Mabel G. Campbell. Donc, bien que le régime seigneurial disparaisse définitivement en 1942, son souvenir continue de persister dans la mémoire de Madame Carroll Guérin, fille d'un des proches de la famille Campbell et elle-même amie de la dernière « seigneuresse ». Par son témoignage, on peut dire qu'il existe une prépondérance de la mémoire associée aux Campbell, bien que les Hertel de Rouville persistent aussi, mais par le biais de la toponymie. Sinon, nous avons fait le constat que, malgré la présence physique du manoir Rouville-Campbell et du moulin seigneurial, ces deux bâtiments sont moins associés au régime seigneurial qu'à la villégiature qu'offre Mont-Saint-Hilaire.

Par leurs fonctions diverses et prestigieuses, on voit que les Hertel de Rouville tardent effectivement à mettre leur fief en valeur. L'arrivée de Jean-Baptiste-René dans la seigneurie modifie cette constante, mais en 1844 il vend le fief à Thomas E. Campbell. « Seigneur entrepreneur », Campbell investit pleinement son rôle de première élite et oriente son fief vers une économie en marche vers le capitalisme. À la première mouture de l'abolition, nombre d'habitants conservent un lien économique avec la figure du seigneur (82%). En 1942, la première élite est incarnée par une femme, même s'il est plus judicieux de dire qu'elle prend la forme d'une fiducie gérée par d'autres gens que la seigneuresse. Finalement, la première élite qui persiste dans la mémoire rouvilloise, par le biais des vestiges seigneuriaux et surtout dans la mémoire de Carroll Guérin, est sans contredit associée au Campbell. En revanche, les Hertel de Rouville s'inscrivent tout de même dans la toponymie de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Jean-Baptiste.

Au terme de cet essai, comment interpréter le cas du fief de Rouville dans l'espace seigneurial laurentien? Force nous est de constater que Rouville s'inscrit dans la norme bien plus que dans la marge de l'histoire rurale du Québec. La seigneurie est d'abord le propre d'une élite coloniale qui s'affaire à d'autres besognes qu'à la mise en valeur des terres avant de passer aux mains d'un seigneur anglais qui amorce l'entrée du fief dans un inéluctable mouvement de modernisation économique. Cependant, le prestige des premières élites qui se succèdent à la tête de Rouville constitue un élément digne de mention. Si les Rioux de Trois-Pistoles personnifient la figure du seigneur modeste ayant érigé son prestige à mesure qu'il défriche sa terre, il n'en est rien pour les seigneurs de Rouville. Ceux-ci appartiennent à la haute société et n'ont rien de modeste. Le processus d'abolition nous fournit aussi un élément de distinction. En effet, une fiducie administre les rentes constituées, et ce, au nom d'une seigneuresse. On conjugue ici la financiarisation des rentes au pouvoir féminin. En terminant, rappelons que certaines questions quant à l'abolition restent en suspens. Il serait justement intéressant d'étudier cette financiarisation des rentes ainsi que l'importance de Mabel G. Campbell dans l'administration de la fiducie. Quel poids avait-elle au sein de cette cellule économique? Orientait-elle les objectifs? Quels étaient lesdits objectifs de cette fiducie? En fait, il serait capital d'explicitier l'élément faisant de la seigneurie de Rouville un cas unique, soit le pouvoir féminin et la conversion de la figure du seigneur en institution capitaliste.